

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DU DOUBS

Direction des Affaires Décentralisées,
de l'Urbanisme et de l'Environnement
4ème Bureau
CF/IM

Installations classées - Autorisation -

ARRETE 88/DADUE/4B/N° 1466

Le PREFET
de la REGION de FRANCHE-COMTE,
PREFET du DOUBS,
CHEVALIER de la LEGION d'HONNEUR,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 709 du 9 février 1982 autorisant M. le Directeur de la S.A. SOCALFRAN à exploiter un établissement de fabrication et de montage de ressorts pneumatiques ;

VU la demande en date du 20 mai 1987 de M. le Directeur de la S.A. AIRAX à l'effet d'être autorisé à exploiter un atelier de traitement thermique par bains de sels fondus, dans l'usine existante située en zone industrielle de BESANCON-CHEMAUDIN-FRANCOIS, sur le territoire de la commune de CHEMAUDIN ;

VU l'arrêté préfectoral n° 4807 du 3 septembre 1987 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée ;

VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 28 septembre 1987 au 28 octobre 1987 et le rapport du commissaire enquêteur ;

VU les avis réputés favorables des conseils municipaux de CHEMAUDIN, FRANCOIS et GRANDFONTAINE ;

VU les avis de :

- . M. le Directeur départemental de l'équipement en date du 8 octobre 1987,
- . M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 20 octobre 1987,
- . M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi en date du 18 septembre 1987,
- . M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt en date du 15 octobre 1987,
- . M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 1988 prorogeant le délai d'instruction du dossier jusqu'au 27 mai 1988 ;

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, Région de Franche-Comté, Inspecteur des installations classées, en date du 5 février 1988 ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 2 mars 1988 ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

A R R E T E

ARTICLE 1

1.1 - La S.A. AIRAX, dont le siège social est situé en zone industrielle de CHEMAUDIN-FRANCOIS, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des Installations Classées précisées à l'alinéa 1.2 du présent article, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de CHEMAUDIN, à la même adresse que le siège social susvisé.

1.2 - L'établissement, objet de la présente autorisation, comporte les installations relevant des activités visées dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et figurant dans l'annexe I jointe au présent arrêté.

1.3 - Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des Installations Classées, sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les Installations Classées de l'établissement.

1.4 - Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent celles de l'arrêté n° 709 du 9 février 1982.

1.5 - L'arrêté n° 709 du 9 février 1982 est abrogé.

T I T R E P R E M I E R

REGLES S'APPLIQUANT A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Caractéristiques de l'établissement

L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale la fabrication et le montage d'équilibreuseurs et ressorts pneumatiques destinés à l'automobile, ressorts de porte de hayon, et autres branches de fabrication de produits industriels.

.../...

Il comprend :

- 1 bâtiment de 5 274 m² de surface couverte sur deux niveaux abritant :
 - . 1 atelier de travail des métaux : sciage, décolletage, soudage, rectification,
 - . 1 atelier de traitement de surface comprenant les bains suivants :
 - chromage dur - 5 700 l,
 - dégraissage acide et alcalin des pièces à chromer - 3 000 l,
 - dégraissage et phosphatation des pièces à peindre - 1 600 l
 - . 1 atelier de traitement thermique par bains de sels fondus d'une capacité de 4 530 litres,
 - . 1 chaîne automatique de préparation, application et séchage de peinture,
- des locaux pour le stockage et l'expédition des produits, le contrôle des produits finis, la recherche et l'expérimentation,
- des locaux sociaux et administratifs.

2.2 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.3 - Règlementations de caractère général

Sans préjudice des autres prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations de l'établissement :

- l'instruction de M. le Ministre du Commerce en date du 06/06/53 relative aux rejets des eaux résiduaires des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- l'arrêté du 20/06/75 de M. le Ministre de l'Industrie et de la Recherche relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie,

.../...

- l'arrêté du 20 août 1985 de Mme le Ministre de l'Environnement relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitement de surface,

2.4 - Règlementations des activités soumises à déclaration

Les activités visées à l'alinéa 1.2 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration sont soumises, d'une part, aux dispositions du présent arrêté, d'autre part, aux prescriptions générales relatives aux rubriques correspondantes de la nomenclature des Installations Classées, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions générales applicables en l'espèce sont annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

3.1 - Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égoût directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, en particulier, tout déversement sur le sol ou dans le sous-sol est interdit.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter tout déversement accidentel susceptible d'être à l'origine d'une pollution des eaux.

L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles, et notamment à l'occasion des remplacements de matériel et de réfection des ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

3.2 - Rejets industriels et normes

3.2.1. Les effluents industriels rejetés par l'établissement seront obligatoirement évacués par le réseau d'assainissement de type séparatif de la zone industrielle.

Ces effluents devront être conformes aux dispositions de l'article 5 bis de la Convention dite d'autorisation de déversement des effluents établie par le Syndicat Mixte d'Assainissement de GRANDFONTAINE.

.../...

Les effluents rejetés seront conformes aux normes prévues au Règlement précité et notamment les valeurs suivantes seront respectées :

5,5	⟨	pH	⟨	8,5
t°	⟨	30° C		
Hydrocarbures	⟨	20,0 mg/l		
Norme T 90 203				
Débit	⟨	5,0 m³/j		

	Concentrations	Flux
MES	⟨ 500,0 mg/l	2 500,0 g/j,
DBO ₅	⟨ 500,0 mg/l	2 500,0 g/j,
Chrome VI	⟨ 0,1 mg/l	0,5 g/j.

<u>Autres polluants</u>	Concentrations	Flux
CN	⟨ 0,1 mg/l	0,5 g/j,
F	⟨ 15,0 mg/l	75,0 g/j,
Nitrites	⟨ 1,0 mg/l	5,0 g/j,
P	⟨ 10,0 mg/l	50,0 g/j,
Total des métaux	⟨ 15,0 mg/l	75,0 g/j.

En tant qu'additifs des bains de traitement, les rejets de cadmium seront inférieurs à 0,3 g de cadmium rejeté par kilogramme de cadmium utilisé.

A compter du 31 décembre 1990, les normes de rejet dans le milieu naturel, en terme de concentration des produits seront définies comme suit, en mg/l (milligrammes par litre d'effluents rejetés), contrôlées sur l'effluent brut non décanté :

Métaux : Zn + Cu + Ni + Al + Fe + Cr + Cd + Pb + Sn ⟨ 15 mg/l.

.../...

En particulier, les normes suivantes ne doivent pas être dépassées :

	Concentrations	Flux
Cr VI	< 0,1 mg/l	0,5 g/j,
Cr III	< 3,0 mg/l	15,0 g/j,
Cd	< 0,2 mg/l	1,0 g/j,
Ni	< 5,0 mg/l	25,0 g/j,
Cu	< 2,0 mg/l	10,0 g/j,
Zn	< 5,0 mg/l	25,0 g/j,
Fe	< 5,0 mg/l	25,0 g/j,
Al	< 5,0 mg/l	25,0 g/j,
Pb	< 1,0 mg/l	5,0 g/j,
Sn	< 2,0 mg/l	10,0 g/j.

3.3 - Conditions de rejet

Les points de rejet des eaux industrielles sont au nombre de deux.

Ils doivent permettre la réalisation de mesures de débit et comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement est aménagé notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

3.4 - Aménagements des ateliers de traitement de surface (chromage et phosphatation)

3.4.1 - Construction

Les appareils (fours, cuves, filtres, canalisations, stockage) susceptibles de contenir des acides, des bases ou des sels fondus ou en solution dans l'eau seront construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction devront être, soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit revêtus sur la surface en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils sera réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

.../...

En outre, le sol des ateliers où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre sera muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il sera aménagé de façon à former une cuvette de rétention ou à diriger tout écoulement accidentel vers une cuve de rétention étanche. Le volume du dispositif de rétention sera au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée situées dans l'emplacement à protéger.

A compter du 31 décembre 1990, le dispositif de rétention précité sera muni d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Les réserves d'acide chromique, de bases et d'acides seront entreposées à l'abri de l'humidité. Le local devra être pourvu de fermetures de sûreté.

Les circuits de régulation thermique de bains seront construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur seront en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

3.4.2 - Vérification

Le bon état des cuves de traitement, de leurs annexes, des stockages de solutions concentrées et des canalisations sera vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité des ateliers supérieure à trois semaines et au moins une fois par an.

L'exploitant devra fréquemment s'assurer que le dispositif de rétention est vide.

Seul le préposé responsable aura accès aux dépôts d'acide chromique et produits chimiques.

Celui-ci ne délivrera que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne devront pas séjourner plus de 24 heures dans les ateliers.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes de sécurité sont établies pour les ateliers.

Ces consignes spécifient :

- la liste des vérifications à effectuer avant la remise en marche des ateliers après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles seront délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre pour leur transport.

.../...

3.4.3 - Dispositions particulières

. Conformément au décret n° 77.1554 du 28 décembre 1977, les détergents seront biodégradables à 90 %.

. Les eaux de rinçage en plusieurs postes de l'atelier de chromage seront alimentées en cascades à contre-courant de la progression des charges de pollution.

. Les bains de traitement (dégraissage, phosphatation, rinçage à l'eau et rinçage passivant) des pièces destinées à l'application de peinture seront collectés et devront subir un ajustement du pH, un déshuilage et une décantation avant leur rejet dans le réseau public des eaux usées par une pompe asservie à la valeur du pH. Le bon fonctionnement de ces opérations sera contrôlé périodiquement et placé sous la responsabilité du Chef d'atelier.

. Le déversement d'eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement urbain ne devra nuire, ni à la conservation des ouvrages, ni à la gestion de ce réseau. Il sera tel que la circulation des personnes dans le réseau ne présente pas de danger et que le fonctionnement de la station de traitement des eaux ne soit pas perturbé.

. Tous les écoulements accidentels seront recueillis dans les cuvettes de rétention prévues à l'article 3.4.1.

. En ce qui concerne l'atelier de chromage, les égouttures, les solutions provenant du déchromage et du décapage des anodes, les eaux de lavage des installations et des sols et le contenu des cuvettes de rétention seront récupérés et enlevés par une société spécialisée.

. Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes d'exploitation seront établies.

Ces consignes prévoient notamment :

- la fermeture de la vanne commandant l'évacuation des eaux de rinçage de la phosphatation pendant les heures de fermeture de l'atelier,

.../...

- la nature et la fréquence des contrôles du bon fonctionnement des installations (chromage et phosphatation),
- la conduite à tenir en cas de déversement accidentel de produits toxiques ou de défaut de fonctionnement des installations. Cette consigne prévoira les mesures d'urgence à prendre ainsi que les noms et les numéros de téléphone des personnes à prévenir. Elle sera affichée bien en évidence dans l'atelier,
- l'exploitant tiendra à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître les sources et la circulation des eaux de toutes origines,
- les eaux de refroidissement, en particulier celles des installations de traitement thermique, devront être utilisées en circuit fermé avec une récupération maximum des calories, conformément à la circulaire ministérielle du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.

3.5 - L'installation de déminéralisation de l'eau de l'établissement sera construite dans une cuvette de rétention et ses rejets aqueux seront traités avant leur départ dans le réseau d'assainissement public.

3.6 - Surveillance et contrôle :

L'exploitant assurera l'autosurveillance des rejets.

3.6.1. Un contrôle en continu sera effectué sur les effluents avant rejet. Il portera sur les débits et le pH. Le pH sera mesuré et enregistré en continu. Les enregistrements seront archivés pendant une durée d'au moins cinq ans.

Le débit journalier sera consigné sur un support prévu à cet effet. Ces valeurs seront archivées pendant une durée d'au moins cinq ans.

3.6.2. Des contrôles journaliers réalisés par des méthodes simples devront permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux normes de rejet fixées en cyanure et en chrome hexavalent.

3.6.3. Des contrôles trimestriels, réalisés suivant les normes AFNOR dans ce domaine, devront permettre de déterminer le niveau des rejets pour les paramètres suivants :

- M.E.S.,
- D.C.O.,
- CN
- hydrocarbures totaux,
- Cr VI,
- Total des métaux.

.../...

3.6.4. Les contrôles prévus ci-dessus seront effectués avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'atelier (eaux pluviales, eaux vannes...) non chargés de produits toxiques.

Ils seront effectués sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte.

3.6.5. A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées et à leur analyse.

3.6.6. Les mesures, contrôles et analyses définis au présent article sont à la charge de l'exploitant.

3.7 - Transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes

Le transvasement de matières toxiques, corrosives ou polluantes à partir de véhicules citernes automobiles ou de wagons citernes doit être pratiqué sur une aire aménagée à cet effet. Cette aire doit comporter un sol étanche et doit être munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel. L'émission de vapeurs toxiques ou corrosives à l'occasion des transvasements est interdite.

ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

4.1 - Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites est interdite.

4.2 - Les vapeurs des bains de l'atelier de chromage seront correctement aspirées et traitées de manière à respecter les principes fixés à l'article 4.1. Les solutions récupérées devront être réincorporées en totalité dans les électrolytes dont elles proviennent.

4.3 - Les émissions gazeuses des ateliers de phosphatation et de cuisson des peintures seront captées et évacuées par les cheminées débouchant au-dessus du niveau du toit de l'établissement.

.../...

4.4 - La poudre projetée en excès au niveau de l'appareil automatique de pulvérisation de peinture sera récupérée et son envol dans l'atelier parfaitement évité. L'ouverture des portes de cet appareil sera asservie au non fonctionnement des pistolets de projection. L'air chargé de peinture pulvérolente situé dans l'enceinte d'application sera correctement aspiré et filtré avant d'être rejeté.

4.5 - A compter du 31 décembre 1990, les effluents ainsi aspirés devront être épurés, le cas échéant, au moyen de techniques adaptées (laveurs de gaz, dévésiculeurs, etc...) pour satisfaire aux exigences ci-après :

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs devront être aussi faibles que possible et respecter avant toute dilution les limites fixées comme suit :

- Acidité totale exprimée en H : 0,5 mg/Nm³,
- HF, exprimé en F : 5,0 mg/Nm³,
- Cr total : 1,0 mg/Nm³,
- dont Cr VI : 0,1 mg/Nm³.
- CN : 1,0 mg/Nm³,
- Alcalins exprimés en OH : 10,0 mg/Nm³,
- NO_x exprimés en NO₂ : 100 ppm.

ARTICLE 5 - PREVENTION DU BRUIT

5.1 - Principes généraux

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 20 août 1985 relatif au bruit des installations relevant de la loi sur les Installations Classées sont applicables.

Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes à la réglementation en vigueur, notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1969.

.../...

5.2 - Normes

En application de l'Arrêté Ministériel du 20 août 1985 susvisé, la zone considérée permet de déterminer les valeurs suivantes :

Le niveau acoustique d'évaluation (Lr) mesuré en dB (A) suivant la norme S 31010 ne doit pas dépasser, en limite de propriété :

- | | |
|---|-----|
| - les jours de semaine de 7 H 00 à 20 H 00..... | 65, |
| - tous les jours de 22 H 00 à 6 H 00..... | 55, |
| - tous les jours pour les périodes intermédiaires.... | 60, |
| - les dimanches et jours fériés..... | 60. |

5.3 - Règles d'exploitation

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4 - Mesures

Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles peuvent être effectuées à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 6 - ELIMINATION DES DECHETS

6.1 - Principes généraux

Les déchets résultant de l'exploitation de l'établissement doivent être éliminés dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influence néfaste sur le sol, la flore, la faune qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeur, qui respectent les sites et paysage, et plus généralement, qui ne portent pas atteinte à l'environnement.

.../...

6.2 - Contrôle de la production et de l'élimination des déchets

L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portées :

- les quantités produites au fur et à mesure de leur apparition,
- leur origine,
- leur nature,
- leur destination.

Ce registre est tenu, pendant un délai d'au moins deux ans, à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

6.3 - Stockage temporaire des déchets

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants doivent être traités de façon analogue aux matières premières de même nature en tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

6.4 - Traitement et élimination des déchets

Le traitement et l'élimination des déchets peuvent être réalisés, soit par l'exploitant, soit par une entreprise spécialisée ou un tiers dans des installations autorisées au titre de la législation sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les fines provenant de la filtration de l'air de l'enceinte d'application de peinture pulvérulente seront stockées et éliminées par une société spécialisée.

Dans le cas où il est fait appel à une entreprise spécialisée, celle-ci doit obtenir préalablement l'agrément de l'Inspecteur des Installations Classées.

L'exploitant, producteur des déchets, doit veiller à leur bonne élimination même s'il a recours au service de tiers : il s'assure du caractère adapté des moyens et procédés mis en oeuvre. Il doit notamment obtenir et archiver pendant au moins trois ans tout document permettant d'en justifier.

.../...

Une synthèse précisant de façon détaillée les déchets produits, leur composition approximative, les enlèvements, les quantités et leur modalité d'élimination finale, ainsi que les déchets éliminés par l'exploitant lui-même, sera transmise suivant une périodicité trimestrielle, à l'inspection des Installations Classées. L'inspecteur peut obtenir toute information, justification ou analyse complémentaire sur simple demande.

6.5 - Dispositions particulières

Les fûts d'acide chromique vides devront être parfaitement rincés avant mise au rebut. Ce rinçage est à effectuer dans les cuves de rinçage succédant au bain de chromage. Cette prescription concerne également les autres emballages ayant contenu des produits destinés au bain de chromage.

Les boues et autres déchets pouvant être récupérés lors du nettoyage des cuves de traitement, devront faire l'objet d'enlèvement par une société spécialisée.

ARTICLE 7 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

7.1 - Principes généraux

Toutes dispositions doivent être prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion. Les moyens de prévention, de protection et de défense contre les sinistres doivent être étudiés avec un soin proportionné à la nature des conséquences de ceux-ci.

7.2 - Règles d'aménagement

Les moyens de chauffage utilisés doivent être choisis de telle sorte qu'ils n'augmentent pas le risque d'incendie propre à l'établissement.

Les installations électriques doivent être conçues et réalisées conformément aux règles de l'art et satisfaire, d'une part, aux prescriptions du décret n° 62 1454 du 14 novembre 1962 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques et, d'autre part, être conformes aux normes UTE et C 15 100.

Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toute modification importante, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du Travail pour les vérifications sur mise en demeure.

.../...

Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu en permanence à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

7.3 - Matériel électrique

Les installations électriques doivent être protégées contre l'action nuisible de l'eau, qu'elle se présente sous forme de condensation, de ruissellement ou de projection en jet. Les installations électriques seront conçues et réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Dans les zones à risques d'explosion, ou contenant une atmosphère explosive, les installations électriques doivent être d'un type dit "de sûreté" conforme aux normes NFC 23 514 à NFC 23 520.

7.4 - Dispositifs de lutte contre l'incendie

Un réseau d'eau suffisant et respectant les normes en vigueur doit permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance et les risques présentés par l'installation.

Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais trimestriels. Les résultats de ces essais sont consignés dans un cahier prévu à cet effet.

Ces installations doivent être complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

7.5 - Dispositions particulières

Les exutoires à fumée seront dotés de commandes d'ouverture manuelles "Tirer-Lâcher" situées près des sorties.

Les sorties seront signalées par des inscriptions bien visibles de jour et de nuit (lettre blanches sur fond vert).

Les différents dépôts de produits et liquides inflammables seront signalés par des inscriptions bien visibles.

Des cellules photoélectriques, maintenues sensibles en permanence, seront placées dans l'enceinte d'application de peinture afin de détecter toute explosion et début d'incendie. Elles entraîneront automatiquement et immédiatement l'arrêt de la pulvérisation et l'immobilisation de la chaîne de peinture en cas de détection d'un des incidents précités.

.../...

ARTICLE 8 - MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertit dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télélex...) l'Inspecteur des Installations Classées.

Il fournit à ce dernier, sous 15 jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A L'ATELIER DE TRAITEMENT DES METAUX PAR BAINS DE SELS FONDUS

9.1 - Caractéristiques de l'installation

L'atelier comprend une unité de traitement thermique en bain de sel. Le volume des bains est de :

- bain de sel nitrurant..... : 1 120 l,
- bain de sel oxydant..... 2 850 l,
- possibilité d'un bain supplémentaire..... 560 l.

Le traitement s'effectue sur les tiges des ressorts par nitruration polissage et oxydation. La surface traitée quotidiennement est de 225 m². L'atelier fonctionne en continu du lundi au samedi.

9.2 - Prescriptions générales

9.2.1 - L'atelier sera en rez-de-chaussée, non surmonté d'étage, ni placé au-dessus d'un sous-sol occupé.

9.2.2 - L'atelier sera entièrement construit et aménagé en matériaux incombustibles. Son toit sera en matériaux légers pouvant laisser passer sans résistance une onde explosive. Les murs latéraux seront coupe feu de degré une heure et capables de résister à une explosion. Les portes de l'atelier seront pare-flammes de degré une demi-heure.

.../...

Le rejet d'eaux résiduaires issues de l'atelier de traitement par bains de sels fondus pourra être effectué dans le réseau d'assainissement communal sous réserve de l'autorisation du gestionnaire du réseau.

Afin de ne pas perturber le fonctionnement de la station d'épuration communale, le rejet d'eaux résiduaires issu de l'atelier sera le plus possible étalé dans le temps.

Les boues de bain de sel et les bains usés constituent des déchets qui doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies à l'article 6 du présent arrêté.

Les eaux pluviales qui ne sont pas réutilisées en rinçage ne seront pas collectées avec les eaux spécifiées ci-dessus.

Les eaux usées diverses (eaux vannes, eaux ménagères, ...) seront également collectées séparément et évacuées au réseau d'assainissement communal ci-dessus ou traitées conformément aux prescriptions sanitaires en vigueur.

9.3.2 - Aménagement

Les dispositions prévues aux articles 3.4.1, 3.4.2 sont applicables.

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

L'alimentation en eau est munie d'un dispositif susceptible d'arrêter promptement cette alimentation. Ce dispositif doit être proche de l'atelier, clairement reconnaissable et aisément accessible.

La détoxification des eaux résiduaires sera effectuée par cuves de 3 m³. Cette détoxification comprendra un déshuilage pour les eaux de lavage des pièces et pour l'ensemble des eaux issues des rinçages :

- une décantation,
- une décyanuration,
- une dénitruration,
- un ajustement du pH

Cette installation de détoxification, située à proximité de l'atelier, recueillera les effluents suivants :

- bains de lavage des pièces (chaque semaine),
- bains de refroidissement (tous les deux mois)
- bains de rinçage (tous les deux mois),
- eaux de lavage des fumées (tous les trois mois),
- eaux de lavage des sols.

.../...

9.2.3 - L'atelier sera pourvu d'extincteurs appropriés en des endroits rapidement accessibles et d'un bac à sable avec des pelles.

9.2.4 - Le local n'aura d'autre affectation que les opérations industrielles étroitement liées à l'usage des bains de sels fondus et ne pouvant être effectués en dehors de ce local.

9.2.5 - Le local aura au moins deux issues opposées avec portes pare-flammes de degré une demi-heure ouvrant vers l'extérieur.

9.2.6 - Le local sera largement ventilé sur le dehors, mais de façon qu'il ne résulte de cette ventilation ni incommodité ni danger pour le voisinage.

9.2.7 - Toutes précautions seront prises pour que la température du bain ne puisse s'élever dangereusement (par exemple par chauffage excessif ou par introduction à cadence trop rapide de pièces trop chaudes) et donner lieu à un incendie ou à une explosion.

9.2.8 - Toutes précautions seront prises pour que de l'eau, même en très petite quantité, ne puisse être introduite dans le bain, par exemple par introduction de pièces à traiter non complètement séchées au préalable.

9.2.9 - Il est interdit d'introduire dans un bain de sel fondu, oxydant à sa température d'utilisation, des pièces en métaux ou en alliages oxydables à cette température ; en particulier, il est interdit d'introduire dans un bain de nitrate alcalin des pièces en magnésium ou en alliage à plus de 5 % de magnésium.

9.2.10 - Il est interdit d'introduire dans un bain de nitrate alcalin des pièces sortant d'un bain contenant plus de 5 % de cyanure alcalin à l'état fondu.

9.2.11 - Les bains de sels seront facilement accessibles sur toutes leurs faces latérales, de façon à pouvoir être, à intervalles réguliers et rapprochés, débarrassés de toutes les crasses, boues et matières étrangères pouvant s'y trouver.

Les dates de ces nettoyages seront portées sur un cahier, signé d'un préposé responsable, et tenu à la disposition de l'Inspection des Etablissements Classés.

9.3 - Prévention de la pollution des eaux

9.3.1 - Condition de rejet

Seules peuvent être rejetées : les eaux de rinçage, les eaux de refroidissement, les eaux de lavage des pièces, les eaux de lavage des fumées et les eaux de lavage des sols détoxiquées et épurées, satisfaisant avant toute dilution aux normes de concentration fixées à l'article 3.2.1 ci-dessus. Ces normes sont applicables dès notification du présent arrêté.

Une cuve tampon de 5,8 m³ recevra les rejets périodiques ci-dessus avant détoxification.

Les contrôles des quantités de réactifs à utiliser seront effectués à chaque cuvée.

L'installation de traitement des eaux sera conçue et réalisée de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanures et acides, hypochlorite et acides).

L'ouvrage d'évacuation des eaux issues de la station de détoxification sera aménagé pour permettre ou faciliter l'exécution des prélèvements.

9.3.3 - Limitation des débits

Sont pris en compte dans le calcul des débits de rinçage, les débits :

- des eaux de rinçage,
- des eaux de lavage des pièces,
- des eaux de lavage des fumées,
- des eaux de lavage des sols.

Le débit moyen d'effluents à ne pas dépasser est de 8 litres par m² de surface traitée et par fonction de rinçage.

Le débit maximum sera donc de 1 800 litres par jour.

9.3.4 - Surveillance et contrôle

Le contrôle des effluents sera effectué selon les dispositions de l'article 3.6 ci-dessus.

A la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, il peut être procédé à des prélèvements de rejets d'eaux usées et à leur analyse.

Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

9.4 - Prévention de la pollution atmosphérique

Les dispositions prévues aux articles 4.1, 4.2, 4.5 sont applicables dès notification du présent arrêté aux effluents gazeux provenant de l'atelier de traitement par bains de sels.

.../...

TITRE SECOND

DISPOSITIONS A CARACTERE ADMINISTRATIF

ARTICLE 10 - ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cessera de porter effet si l'atelier de traitements thermiques par bains de sels fondus n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou si l'exploitation de l'établissement vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 11 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 12 - TRANSFERT DES INSTALLATIONS, CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert des installations visées à l'article 1 du présent arrêté sur un autre emplacement doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au Préfet dans le mois de la prise de possession.

ARTICLE 13 - CODE DU TRAVAIL

L'exploitant doit se conformer, par ailleurs, aux prescriptions édictées au Titre III, Livre II du Code du Travail et à la Sécurité du Travail et notamment celles précisées par le décret n° 76.48 du 9 janvier 1976 relatif à la protection du personnel dans les Mines et les Carrières qui mettent en oeuvre des courants électriques.

L'Inspection du Travail est chargée de l'application du présent article.

.../...

ARTICLE 14 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

"La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée."

ARTICLE 15 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire duquel est installé l'établissement et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées, sera publié par les soins des Services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 16 - EXECUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le Maire de CHEMAUDIN, le Directeur régional de l'industrie et de la recherche, Région de Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également transmise à :

- M. le Maire de FRANOIS,
- M. le Maire de GRANDFONTAINE,

.../...

- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires
et sociales,
- M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie
et de secours.

Besançon, le 8 avril 1988

Pour ampliation,
Pour le Secrétaire Général,
Le Chef de Bureau délégué,



Martine QUENOT



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MEHNERT

A N N E X E

RUBRIQUE	DESIGNATION	CLASSEMENT	DESCRIPTION ET IMPORTANCE
121 - 1°	Chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus (cémentation, nitruration, brassage), le volume des bains étant supérieur à 1 000 l.	A	Nitruration et oxydation des tiges de ressort par trempe dans bains de sel nitrurant et bains de sel oxydant. Le volume des bains est de 4 530 l.
288 - 1°	Traitement électrolytique ou chimique des métaux et alliages pour le dégraissage et la métallisation.	A	Chromage dur des pièces comprenant : Deux cuves de chacune 4 500 l, Une cuve de 1 200 l, Dégraissage des pièces à chromer : Une cuve de bain alcalin de 1 500 l, Une cuve de bain acide de 1 500 l, Dégraissage et phosphatation des pièces à peindre : 3 cuves d'une contenance globale de 1 600 l.
405 B 1° a	Application électrostatique à froid de peinture en poudre par pulvérisation.	A	25 kg de poudre par jour à l'aide de pistolet à fonctionnement automatique (point éclair 24° C).
406 1° b	Polymérisation de la peinture appliquée par cuisson.	A	Tunnel de cuisson dont la température ambiante est de l'ordre de 115° C.
285	Trempe, recuit ou revenu des métaux et alliages	D	Une machine assure le traitement thermique des pièces usinées par induction électrique.
211 B 1°	Dépôt de gaz combustible liquéfié sous pression	D	Propane stocké en vrac dans un réservoir aérien d'une capacité de 50 m³ sous pression de 7 à 8 bars.

.../...

A N N E X E

RUBRIQUE	DESIGNATION	CLASSEMENT	DESCRIPTION ET IMPORTANCE
355 A	Polychlorobiphényles, Polychloroterphényles : Composants , appareils et matériels imprégnés en exploitation et dépôts de produit neuf.	D	Deux transformateurs contenant des P.C.B Volume 2 x 460 l.
361 B 2°	Compresseurs d'air et d'azote.	D	Deux compresseurs d'air de puissance unitaire 50 kW - Un compresseur d'azote de 12 kW.

A = Activités soumises au régime de l'autorisation.

D = Activités soumises au régime de la déclaration.